

tion de 50 centimes pour chaque catégorie, la réintégration de leurs camarades renvoyés pour avoir pris une part active à la formation du syndicat, et la reconnaissance du dit syndicat. La Compagnie, se flattant d'assurer le service avec un personnel restreint, opposa un refus formel à ces prétentions qu'elle jugeait exorbitantes, affirmant que l'augmentation demandée la ruinerait. Son but était surtout d'écraser le syndicat naissant.

La nuit même de la déclaration de grève, la Compagnie s'aperçut avec stupéfaction que le personnel tout entier vibrât à l'unisson. Elle tenta par l'intimidation de retenir les ouvriers, leur ordonnant sous peine de révocation de conduire les voitures; ceux-ci refusèrent unanimement de servir d'esquirols (jaunes ou renards). Le personnel se trouva donc réduit à quelques gros employés et au Directeur que l'on vit exercer en personne le métier de wattman, tandis qu'un actionnaire de la Compagnie, directeur d'usine, remplissait l'humble fonction de receveur, naturellement sous l'escorte des gardes civils. Voulant sans doute compléter la note burlesque de ce tableau, le directeur d'usine en question n'eût-il pas l'extraordinaire idée d'ordonner à soixante de ses ouvriers, — des métallurgistes, — de se mettre à la disposition de la Compagnie pour conduire les voitures! Toutes les professions hélas ne sont pas interchangeable.

Les ouvriers refusèrent d'obéir, non seulement parce qu'ils n'avaient pas été engagés pour faire ce métier auquel ils n'entendaient rien, mais surtout parce qu'ils ne voulaient pas, eux non plus, trahir leurs camarades. Ils furent congédiés sur le champ, mais ce fait souleva dans la presse et le public un tollé général.

Suivant la tactique indiquée, les employés des tramways modifièrent quelque peu leurs prétentions et sortirent bientôt vainqueurs de la lutte, obtenant les réintégrations demandées et la reconnaissance du syndicat.

Je crois, par ce simple exposé, avoir montré la vitalité du syndicalisme andalou. Comment se termineront les conflits en cours, et que résultera-t-il des machinations du patronat associé contre le mouvement ouvrier, il est impossible de la prévoir, mais le passé et le présent permettent néanmoins de bien augurer de l'avenir.

J. MORENO.

L'Action Anarchiste

Notre vaillante Fédération anarchiste d'une part, et les jeunes syndicalistes d'autre part, soutenus par notre revue, ont mené depuis quelques mois, une des plus belles et des plus ardentes campagnes antimilitariste et antipatriote qu'on ait vue.

Il faut croire que les résultats ont été réels et tangibles puisque les Q. M. eux-mêmes se sont émus, que Millerand, ministre de la Guerre, a « dénoncé le danger » et que le trio de forbans Briand-Poincaré-Millerand a décidé d'appliquer les lois scélérates à la F. C. A., aux Jeunesses syndicalistes et à nous-mêmes.

Nous ne modérerons pas pour cela nos attaques. Mais nous devons nous opposer à la répression.

Tous les anarchistes seront unis contre cette répression. Ils seconderont pécuniairement et matériellement la F. C. A.

Tous les syndicats auront à cœur de défendre et soutenir leurs Jeunesses, qui montrent tant de vaillance et font si bien augurer de leur avenir.

Les camarades de la F. C. A., par suite de l'arrestation de Lecoin, ont désigné le camarade Henry Combes comme deuxième secrétaire. Il assurera, avec Boudot, le secrétariat. Lui adresser correspondance, 36, rue Rochechouart (IX^e). Et surtout ne pas oublier d'adresser les fonds à L. Belin, 55, rue de la Mare.

L'Imprimeur-gérant : Georges Durupt.

le mouvement anarchiste

Paraissant le 5 de chaque mois

Rédaction et Administration : 36, Rue Rochechouart, Paris (9^e)

Abonnements : Six mois, 1 fr. 25 ; un an, 2 fr. 50

A BAS LA FRANCE !

Nous donnons ci-dessous la lettre que notre camarade Henry Combes a adressée à Drioux, à propos des poursuites dont nous sommes l'objet.

Cette lettre a été adressée à toute la presse. Alors que nos confrères révolutionnaires anglais et étrangers ont saisi cette occasion pour montrer l'infamie de notre gouvernement d'assassins et la honte des lois scélérates, les journaux d'avant-garde français ont fait le silence.

On ne s'insurge pas contre les lois scélérates par elles-mêmes, on proteste parce qu'on « applique aux syndicalistes des lois faites pour les anarchistes ».

Que nous importe ! Les anarchistes se défendront bien seuls !

En tout cas, dès que Drioux reçut cette lettre, il s'empressa de mettre nos amis au régime politique.

Qu'on fasse l'amnistie ou qu'on ne la fasse pas, on s'en fout. De toutes façons, nous continuerons.

le mouvement anarchiste.

Londres, 16 décembre 1912.

Monsieur Drioux,
Juge d'instruction, Paris.

Dès que je reçus, par huissier, votre avis de « comparoir », je pris le train pour Londres, où l'on respire un air brumeux, mais libre. D'ailleurs, je vous écris ce que j'avais à vous dire.

Je suis l'auteur de l'article que vous êtes chargé de poursuivre, qui parut dans le n^o 4 du *mouvement anarchiste*, revue dont le siège est à mon adresse, à Paris et dont je suis le secrétaire de rédaction.

Vous reconnaîtrez certainement la véracité de mes « aveux » lorsque vous comparerez cette lettre écrite de ma main et le manuscrit de l'article poursuivi, que vous avez fait cambrioler chez moi.

Pour un article dont je suis l'auteur, vous avez emprisonné mon camarade Pierre Ruff, gérant du *mouvement anarchiste*, au droit commun, vous avez emprisonné mon camarade Parmeland, secrétaire des Jeunesses Syndicalistes, parce que ces organisations ont reproduit l'article, et vous inculpez d'autres jeunes camarades. Vous avez emprisonné Lecoin et inculpé Boudot, mes prédécesseurs au secrétariat de la Fédération Communiste Anarchiste, en les accusant d'avoir dit en réunion publique ce que j'avais d'abord écrit. Je suis donc le principal coupable, et vous venez en rendre compte lorsque vous comparez les manuscrits des articles qui, dans le même numéro de la revue, sont signés de mon nom et celui de l'article incriminé.

Voilà ce que je serais venu vous dire si le trio de scélérats qui gouverne le pays dans lequel le hasard me fit naître, n'avait pas cru devoir nous appliquer des lois qui sont une honte pour l'humanité et qu'eux-mêmes qualifièrent jadis de « scélérates », si vous aviez suivi la procédure habituelle aux délits d'opinion.

Pour avoir écrit et parlé, vos maîtres et vous prétendez nous faire juger — comme si des hommes avaient le droit d'en juger d'autres —

par un tribunal correctionnel qui peut nous condamner à deux ans de cellule et vingt ans de relégation, ce qui, pour certains de mes camarades équivaut à une condamnation à mort.

Le principal coupable étant dans le Royaume-Uni, à Londres, j'espère que vous ne voudrez pas qu'un criminel qui mérite vingt-deux ans de bagne jouisse de l'impunité, et que vous demanderez au gouvernement anglais mon extradition.

Si vous n'osez pas demander, par crainte de faire appliquer sur la face des abjects Briand-Poincaré-Millerand, un soufflet mérité, il sera prouvé que la République française — qui livra lâchement Savarkar — est le pays le plus liberticide d'Europe, qu'on y applique des lois que, même les gouvernants des monarchies voisines considèrent comme scélérates, puisqu'ils refusent d'extrader les délinquants que la République française met au droit commun. Car je suis venu à Londres parce que cela me convient mieux, mais je serais aussi bien en sécurité à Berlin, Vienne, Rome ou Madrid.

C'est ce fait que je demanderai aux défenseurs de mes camarades, à tous les révolutionnaires de France, à tous les anarchistes qui poursuivent l'absolue disparition de tout organisme de coercition, de bien faire ressortir dans le pays, de sorte que le jour où les politiciens intéressés feront appel aux travailleurs, sous prétexte de défense de libertés républicaines, les producteurs et les révolutionnaires sauront leur répondre.

Je vous présente, Monsieur, les sentiments de dégoût que m'inspirent les gens qui, comme vous, participent à toute répression.

HENRY COMBES,

Briand et Poincaré

Nous n'attachons pas ici grande importance au nom des politiciens en place, pas plus qu'aux étiquettes de régime. Les récentes promotions qui ont eu lieu dans le haut personnel de l'Etat accusent pourtant un caractère de cynisme et de provocation trop accentué pour ne pas valoir quelques mots de commentaires.

Disons-le tout de suite, la valetaille de l'Assemblée Nationale a fait — ou s'est fait payer — un choix digne d'elle et de sa République.

Qui pouvait mieux succéder à l'adipeux et répugnant Fallières, à l'assassin de Liabeuf, à l'homme qui après avoir présidé sept ans de scandales de toutes sortes, de massacres de toute espèce, des fusillades de Narbonne aux tueries de l'Estaque, en passant par les carnages marocains, au moment de « descendre du pouvoir », au moment où il aurait pu ressentir quelque lassitude d'avoir participé à tant d'atroces compléments, n'a pas voulu s'en aller sans goûter encore une fois la volupté de faire répandre encore du sang, de faire jouer le dé clic hideux de la guillotinière et savourer l'agonie d'un malheureux.

Le passé de Poincaré répond de son avenir. Homme politique dans toute l'acception du mot, il a toujours su faire le sacrifice de ses opinions à ses intérêts, trahissant successivement la droite et la gauche au profit de sa carrière, et hier encore n'escaladant le but suprême de son ambition que par une forfaiture envers ce qui lui servait de parti, et vite excusée, car dans ce milieu toutes les saletés se pardonnent, pourvu qu'elles réussissent.

Saltimbanque et voleur, par ailleurs, et de haute bourgeoisie. Avocat émérite, il mit héroïquement au service des grandes Compagnies un désintéressement princièrement rémunéré. Ministre, il collabora aux plus notoires canailleries gouvernementales de l'époque et a, lui aussi, du sang d'ouvrier aux doigts. Joignez-y les intrigues internationales ourdies par les ordres des Rothschild et autres financiers de haute envergure dont il est l'homme de paille, ces interventions en Orient, maquillées d'un pseudo-pacifisme, dont plus d'un révolutionnaire a été la dupe, et qui ont été, et qui sont peut-être encore à la veille de provoquer un égor-

gement européen. Mais ce sont choses dont la haute finance ne veut pas qu'on parle, et c'est pourquoi personne n'a osé en parler.

En vérité, cet homme a bien mérité les sympathies fougueuses dont l'accablent les politiciens de toute école, depuis les « réactionnaires » de droite qui le portèrent si joyeusement au trône républicain, jusqu'aux extrême-gauchers comme Jaurès qui lui décernait l'autre jour, à Nancy, un brevet d'honorabilité que, seule, — par un accès de pudeur assez inexplicable — l'Humanité a oublié de relater.

Mais Briand complète dignement Poincaré. L'apothéose du socialiste traître et renégat, le triomphe de cet homme marquent l'époque et la symbolisent. Il fut un temps où les grands bourgeois de l'époque, s'ils avaient à se servir d'individus pareils, se réservaient l'orgueil de mépriser leur turpitude et de ne les payer qu'avec des pincettes. Aujourd'hui, un tel drôle occupe les honneurs sans interruption, et il semble que sans lui, il ne soit plus de gouvernement possible. La bourgeoisie moderne, caste d'arrivistes éhontés, de traquants sans scrupule, sans foi en elle-même ni en sa mission historique, mais prête à tout pour maintenir ses privilèges, fût-ce dans des torrents de sang, ne peut plus mettre son espoir ni voir son salut qu'en des hommes pareils. Et elle goûte encore la joie sadique de l'insulte et du défilé jetés par le triomphe insolent de cet indigne à ce qui peut subsister en France de sentiments révolutionnaires.

Nous ne nous payons pas d'illusions. Il se peut que l'outrage prémédité reste sans réponse. Il se peut que le Poincaré et son Briand parquent impunément à la face d'un Paris ouvrier humilié, écœuré, démoralisé. Nous savons qu'ils ont quelque raison de compter sur bien des défaillances, sur bien des lâchetés, sur bien des complicités.

Le Renégat... mais tout le monde en a pris l'habitude. Mais il faut être aussi naïfs que nous pour conserver quelque animosité contre lui. Mais ces « frères ennemis » qui le détestaient du bout des lèvres ne demandent depuis longtemps qu'à l'embrasser. Une bonne petite réforme électorale qui assure au Parti quelques prébendes de plus, qui permette de tripataouiller en paix la politique et le bétail à sorutin, et tout le monde s'entendra. Et s'il faut donner un aliment aux passions, détourner les attentions du fâcheux conflit social, qu'est-ce qui empêche de « sauver » une fois de plus cette estimable République...

Désarmez vos haines, citoyens !

Est-ce que l'Aristide ne pêche pas d'exemple, est-ce qu'il ne fait pas tambouriner par toutes les feuilles reptiliennes sa « clémence » et sa générosité ? Et l'amnistie que l'on daigne octroyer. Et les militants qu'on va relâcher, sauf à leur mettre le grappin dessus, à la première occasion.

Et voilà les misérables et abjectes manœuvres dont ces misérables espèrent que nous sommes les dupes !

**

C'est un peu notre droit d'avoir notre opinion sur la question et nous n'entendons être à aucun titre complices de ces écœurantes manœuvres.

L'on a ici, en un temps critique, où d'autres rusaient, ergotaient, couru sciemment certains risques, et fait ce que nous estimions le devoir d'un organe anarchiste et antipatriote.

Mais si nous avons joué nos libertés, ce n'était pas pour nous faire un jour les « prisonniers volontaires » des sales entremetteurs de la politique, et les manœuvres misérables, où ils essaient de spéculer sur les victimes de la répression, ne feront qu'accroître notre haine et notre dégoût.

Ah ! oui, parlons-en, de la générosité et de la clémence de ces gens ! Ah ça ! est-ce qu'on ne se rend pas compte de la dérision et de l'insulte ?

Eh quoi ! Bintz souffre à l'île Madame, Lamarre devient fou, les bagnes militaires regorgent de victimes pitoyables et nos politiciens ne trouvent pas un mot pour leur délivrance.

Eh quoi ! le plus atroce des drames judiciaires se complot. L'on prépare la guillotine pour des hommes dont le seul crime avéré est d'avoir été des nôtres. L'on va condamner demain, peut-être, des hommes, sans preuve, au hasard des suggestions et des rancunes politiques, pour des actes de révolte désespérée commis par d'autres contre lesquels on ne peut plus se venger parce qu'on les a déjà tués, dans les conditions héroïques que l'on sait. L'on réclame la tête d'un Gauzy, l'on dénonce aux vindictes impitoyables le noble crime d'avoir donné l'hospitalité à des misérables traqués et fugitifs. Et tout cela, parce qu'il faut à tout prix, à nos exécérables maîtres, aux Briand et aux Poincaré, du sang et des supplices au petit bonheur, pour terroriser et écraser l'esprit de révolte !

Et l'on croirait nous faire oublier tout cela par des gentillesse éhontées de politiciens erapuleux !

PÉTRUS.

Les "Bandits Tragiques"

Quoi ! il y a des gens qui osent prendre la défense de ces assassins, de ces bandits tragiques qui pillaient les banques et massacraient impitoyablement ceux qui tentaient d'entraver leurs dessins criminels ? Ces défenseurs mériteraient aussi la guillotine !

Ainsi s'exclameront tous les honnêtes gens, tous les épiciers de France et de Navarre, et aussi, hélas ! de pauvres travailleurs, même de ceux qui se disent organisés et conscients.

Comme si le métier de cambrioleur était aussi vil que celui de valet, officier, juge ou banquier !

Ohé ! les honnêtes gens, les honnêtes travailleurs, vous ne gueulez pas tant, lorsque les Compagnies minières massacrent par milliers les esclaves de la mine ; vous ne gueulez pas tant, lorsqu'un gouvernant assassin comme Clemenceau ou Poincaré vous fait fusiller.

Vous ne protestez pas lorsqu'en Algérie, en Tunisie on spolie et martyrise les indigènes, lorsqu'au Maroc on massacre par milliers, lorsque tous les forbans de tous les pays font peser la tyrannie et l'oppression sur les peuples vaincus !

Quoi ! vous êtes scandalisés parce qu'il y a des gens qui ne veulent pas crever de misère et de maladie, crever dans l'ordure, petit à petit, et qui, mourir pour mourir, préfèrent partir en faisant claquer les portes et en apeurant les bourgeois et les jouisseurs !

Et les prisons qui regorgent, et les juges qui vous condamnent, honnêtes travailleurs, et les patrons qui vous exploitent, et les contremaîtres qui vous briment, les gouvernants qui vous massacrent, ne vous inspirent pas la colère et la haine que vous réservez à quelques révoltés qui ont voulu s'attaquer à ceux qui vous asservissent.

Ils ont pris les automobiles que vous fabriquez. Vous préférez, sans doute, que ceux qui vivent de votre sueur s'y prélassent.

Ils se sont attaqués à la Banque ! Vous aimez mieux, en tels jours de chômage, venir admirer, le ventre creux, les ors que les financiers ont le cynisme d'exposer dans des vitrines.

**

Ceux qui sont morts en révoltés, en bataille contre la police

instituée pour vous tenir en esclavage, ont essayé d'abord de vous émanciper.

Ils avaient entrevu une société meilleure, dans laquelle les hommes ne s'exploitèrent plus entre eux, où les producteurs ne seraient plus méprisés, honnis, brimés et exploités. Où les bagnes et les prisons auraient disparu. Où les femmes ne se prostitueraient pas pour avoir la possibilité de vivre. Où les guerres et les massacres par hécatombes ne seraient plus possibles. Où la moitié des hommes ne travailleraient plus à forger des armes dans le but de détruire l'autre moitié.

Ils avaient rêvé une société belle et harmonique, et pendant des années et des années, ils ont fait appel à vous, les opprimés, et ils vous ont demandé d'avoir un peu de courage pour secouer le joug et instituer la société qu'ils rêvaient.

Mais vous êtes trop serviles, et vous n'avez pas entendu cet appel.

Ils ont vu votre veulerie, votre lâcheté, ils ont vu votre imbécillité à tomber bêtement dans tous les pièges de la politique que vous tendent constamment ceux qui vous gouvernent et vous exploitent, à vous laisser toujours rouler par les politiciens flatteurs.

Alors, ils ont senti un grand découragement. Ils ont cru qu'on ne pouvait sortir de cet enfer, et plutôt que de vivre lâchement sous l'oppression, la tyrannie, l'exploitation honteuse, ils ont préféré mourir en révoltés !

Si vous n'avez pas le courage d'en faire autant, honnêtes travailleurs asservis, ayez au moins la pudeur de vous faire et ne mêlez pas votre voix à celle de vos exploiters et de vos tyrans !

**

Les bourgeois eurent peur. Et maintenant, ils vont se venger contre des innocents. Ils se réjouissent. Ils croient avoir trouvé un homme à poigne, un homme énergique qui, sans hésitation, fera tomber des têtes pour terroriser ceux qui pourraient avoir quelque velléité de se révolter. Et celui qu'on appellera bientôt Poincaré-Guillotine ne cesse pas de recevoir des félicitations. Les bourgeois sont contents : ils ont trouvé l'homme à la guillotine.

Car jusqu'ici les gouvernants avaient fait la part du feu, et leurs lois mettaient hors de cause ceux qu'on appelle en terme de procédure : les innocents. Mais dans l'affaire qu'on juge, il faut un exemple : les coupables sont morts, il faut donc sacrifier les innocents.

Et personne ne proteste. Toute la presse hurle à la mort, et celle qui n'a pas le cynisme de hurler à la mort, se fait lâchement.

Vainement, nous avons fait appel aux libéraux qui, jadis encore, demandaient, contre les gouvernants, le respect de leurs lois. On peut bien violer tous les droits d'asile, pourvu qu'on condamne et exécute les anarchistes, gens qui, en toute occasion, empêchent de digérer... On peut bien condamner des innocents pour des actes qu'ils n'ont pas commis. Qu'importe ! Ils sont des anarchistes.

La police peut, dans ce pays, machiner toutes les infamies, sans que nul s'avise seulement de s'en occuper. N'est-ce pas la police qui a charge de protéger les repus contre les révoltés ?

Alors, laissons son prestige intact et gardons-nous de la combattre.

**

Il ne s'est pas trouvé, dans toute cette « grande presse », qui exerce une influence si énorme, un seul homme qui eût le courage d'étudier cette affaire de près et de constater combien est abominable le rôle de la police. Nous avons dû interrompre l'enquête que nous avons commencée, parce que la police et le gouvernement nous ont traqués à notre tour, mais nous avons la certitude qu'il y a dans cette affaire des dessous policiers effroyables.

On frémit lorsqu'on voit de quelles futilités, de quels semblants de preuves, dépend la vie des hommes qui sont en prison.

Les uns (droit d'asile), Gauzy, Jourdan, Reinert, n'ont rien fait, de l'aveu même de l'accusation. Ils sont coupables seulement d'avoir un cœur plus noble, de ne pas avoir l'âme vile de la plupart de leurs contemporains qui auraient vendu leurs hôtes contre la fortune offerte par la Banque et la Police.

Les autres (association de malfaiteurs), sont accusés d'avoir connu « les bandits » !

Enfin, ceux qu'on accuse d'avoir participé aux attentats.

Dieudonné donne un alibi avec preuves. On arrête son témoin Reinert et on l'incolpe. Jamais, de mémoire d'homme de loi, on avait osé pousser la tyrannie aussi loin !

Ce malheureux Gaby, esprit faible, qui aurait préféré mourir que lâcher cette malheureuse sacoche instrument de son exploitation, a reconnu successivement tous ceux qu'on lui a présentés, et le juge d'instruction, dans la confrontation, a pris le soin de mettre Dieudonné au milieu de bourriques à toute autre allure.

On a successivement reconnu plusieurs « hommes à la carabine ». Je vous demande un peu si les gens qui, à Chantilly, étaient terrorisés et s'enfuyaient, avaient le temps et le désir d'étudier les traits de ceux qui attaquaient la banque !

Et enfin, voici l'ineffable Bertillon. Ce dangereux imbécile n'a-t-il pas affirmé qu'une balle trouvée dans les vêtements d'un employé de banque de Chantilly avait été tirée par le revolver trouvé sur Symentoff le jour de son arrestation. Or, le revolver de Symentoff a été acheté chez un armurier postérieurement à l'attentat de Chantilly ! C'est Cardy, lequel a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu, qui a acheté ce revolver. Il viendra en témoigner, il dira l'endroit où le revolver fut acheté.

HENRY COMBES.

Un Congrès anarchiste.

La Fédération Communiste Anarchiste vient de lancer un questionnaire aux groupes adhérents.

Parmi les questions posées, il y a l'initiative d'un Congrès anarchiste. Ce serait la meilleure réponse aux poursuites contre la F. C. A., contre Lecoin, Parmeland, Ruff, Mournaud ; contre l'exil forcé de Combes, Boudot, Durupt.

Nous croyons nécessaire un Congrès national, voire même international, dans le délai le plus court, et ceci pour dissiper les équivoques qui ont pu surgir à l'égard des conceptions anarchistes et pour faire savoir au peuple, abusé par nos gouvernants, et par la presse déformatrice de nos idées, ce que veulent vraiment les anarchistes. N. FERRARI.

DROIT D'ASILE

Le droit d'asile s'impose à la conscience humaine ; chaque fois qu'on y porte atteinte, on produit un sentiment de révolte universelle.

Le cas particulier de Gauzy est doublement intéressant, et pour transformer Gauzy en complice, il faut un raffinement d'hypocrisie véritablement monstrueux.

Il est avéré, en effet, que Gauzy avait donné asile à un malheureux, mais qu'il ne connaissait pas l'identité de son hôte.

Il est non moins certain que Gauzy croyait son hôte absent, lorsqu'on pénétra dans la chambre où il se trouvait.

Bien des infamies ont été commises au nom de la justice. On doit espérer cependant que celle qu'on prépare ne s'accomplira pas. La condamnation de Gauzy soulèverait une vague d'indignation et de dégoût rappelant les périodes les plus dramatiques de l'Affaire Dreyfus et de l'Affaire Rousset.

C.-A. LAISANT.

**

Sans faire intervenir les poètes et les religieux, l'hospitalité accordée à un être humain, est loin d'être un préjugé.

J'ai abrité bon nombre de copains sans leur demander s'ils étaient en bons termes avec la loi.

Si je m'étais trouvé dans le cas de fournir, à un traqué par la police, un abri, je me serais posé la question suivante : « Dois-je l'abriter rien que pour le soustraire à la police, rien que pour lui faire plaisir, ou bien pour la tranquillité de ma conscience ? »

J'aurais répondu :

« Si de ma faute cet homme est arrêté, je ne pourrais pas porter toute ma vie le poids du remords d'avoir été cause de son arrestation. »

Et c'est pour moi, pour la tranquillité de ma conscience, que je lui aurais fourni asile.

DUMOULIN.

**

« Je plaide coupable ! »

La meute est lancée ! De paisibles bourgeois se pourléchent déjà les babines du sang que Deibler versera, boulevard Arago. Gauzy et d'autres sont coupables, disent les organes policiers. Coupables de quoi ?

Est-ce donc un crime que de recevoir sous son toit un malheureux pourchassé, qui vient, tel une bête blessée, frapper à votre porte ?

Je conserve pour moi mon sentiment sur les actes de la « bande tragique », mais je dis hautement que si Bonnot et Garnier étaient venus me demander l'hospitalité, je ne les aurais pas repoussés.

Gauzy ignorait la véritable personnalité de Bonnot, ceci est prouvé.

Mais Gauzy, sachant à qui il avait affaire, croyez-vous qu'il aurait été coupable ?... Comment ! la police offre 100.000 francs au délateur qui contribuera à capturer les chefs de la bande, et des hommes ont résisté victorieusement à l'appât de cette petite fortune ! Et vous ne trouvez pas que ce geste a une haute portée morale !...

Des hommes, des anarchistes ont connu le refuge de ces hommes traqués, et leur conscience leur a interdit de les dénoncer ! Certainement, cela peut stupéfier des hommes qui considèrent que tout est à vendre, que la conscience peut être mise à l'encan.

Si raisonner ainsi est un crime, je suis un criminel, et avec moi sont criminels ceux qui ont façonné ma jeunesse d'adolescent.

N'est-ce pas Victor Hugo qui a magnifié dans *Les Misérables* l'acte de l'évêque Myriel, recevant sous son toit le forçat Jean Valjean ?...

N'est-ce pas ce grand poète, qui a dit ceci en parlant du misérable traqué par la police : « Ne demandez pas son nom à celui qui vous demande un gîte. C'est surtout celui-là que son nom embarrassé, qui a besoin d'un gîte ! » (*Les Misérables*.)

N'est-ce pas encore le « *Barde National* », honoré par la République, qui a exalté, dans *Notre-Dame de Paris*, le droit de refuge du moyen âge pour les truands de la Cour des Miracles ?

Je ne sais si des consciences siégeront aux Assises prochaines, je ne sais si les jurés exécuteront les ordres des policiers. Espérons que, froidement, ils jugeront les actes et les hommes, que leur mentalité planera au-dessus des contingences de la Tour-Pointue. Si la raison triomphe, nous ne doutons pas de leur justice. Ils acquitteront Gauzy et ses amis, coupables d'avoir été humains, et de ne pas avoir voulu vendre leur honneur.

YVES BIDAMANT.

« Soyez bons pour les animaux ! »

« Soyez bons pour les animaux ». Telle est la devise qui s'étale le long de nos grandes artères parisiennes et qui plane sur nos carrefours publics. C'est là plus qu'une devise. C'est un symbole et un monument d'hypocrisie qui suffit à juger notre régime.

Certes, nous ne refusons pas notre pitié aux animaux, ces esclaves inconscients de l'homme, mais nous ne pouvons nous empêcher de crier toute notre rancœur et toute notre haine à ces snobs jouisseurs et à ces dévotes pleureuses qui ont rempli tout dernièrement la presse et les salons mondains de leur jérémiades au sujet des œillères des chevaux et qui, saturés de noces et d'orgie, ne trouvent pas le temps de s'attendrir sur les détresses humaines, combien plus palpables et plus réelles !

Ces êtres, pour qui l'existence sourit, peuvent-ils s'imaginer qu'il existe des métiers effroyables où la vie humaine est soumise aux plus rudes épreuves ! Ils pourraient cependant, sans se donner beaucoup de peine, voir les souffrances et entendre les plaintes des milliers d'humains qui peinent et halètent dans les ports, dans les mines, dans les bagnes industriels, enfin partout où le capital draine sa moisson d'or. Il leur arrive maintes fois, au cours de leurs flâneries quotidiennes, de rencontrer de ces pitoyables jouvenceaux de 15 ans, attelés à de lourds véhicules, encore plus lourdement chargés. Se sont-ils jamais fait une idée de la peine de ces petits parias, condamnés à traîner tout le jour d'in-vraisemblables charges ?

Savent-ils que nos « maîtres verriers » de France, couverts par nos lois démocratiques, recrutent pour leurs fours, en Italie, en Espagne et dans nos provinces arriérées, une horde de petits martyrs que d'ignobles trafiquants achètent à leurs familles moyennant un prix dérisoire ! C'est ce que l'on appelle la « viande à feu ». Les patrons verriers, ogres modernes, ont besoin de chair fraîche.

Une loi — belle et bonne comme toutes les lois — leur permet de se la procurer, car ils peuvent légalement embaucher des enfants à partir de l'âge de 14 ans. C'est une ignominie que la loi sanctionne ainsi le recrutement des petits verriers, car le métier de verrier, déjà meurtrier pour des adultes, est une véritable torture pour des gosses. Et nous avons pu voir tout dernièrement, aux portes de Paris, des enfants de 8 à 9 ans, occupés à la verrerie de M. Legras (officier de la Légion d'honneur, naturellement) dont les états civils avaient été truqués pour faciliter leur embauchage !

Et dans quel état lamentable !

Ces pauvres gosses, surmenés par 16 heures d'un travail quotidien exténuant, brutalisés par les compagnons verriers, ne recevaient, chez leurs padrones, qu'une maigre pitance de légumes avariés et de croûtes de pain ramassées dans les poubelles.

Les taloches et les brimades étaient leur lot habituel et leurs corps étaient meurtris de sévices nombreux.

Une société qui tolère de pareilles iniquités est une société de vampires.

Les « bandits tragiques », eux, ont une excuse. C'est que du haut en bas de l'échelle sociale partout fleurit le vol et le meurtre. Les financiers

escroquent, les industriels empoisonnent, les gouvernements fusillent, les généraux pillent et massacrent, tout cela impunément, sans aucun risque et par sadisme. « Les bandits tragiques » ont accompli leurs actes poussés par la misère et ils ont risqué leurs têtes.

Ah ! que la haine paraît donc belle et légitime contre tous les forçats qui soutiennent la loi.

Et quel terrible compte nous aurons à leur demander un jour.

COLLANGE.

A propos d'Insurrection

On a beaucoup parlé, dans ces derniers temps, de répondre par l'insurrection à une possible déclaration de guerre.

C'est très bien. Même si l'on n'a pas vraiment la force de s'insurger dans le moment actuel, il est toujours utile de préparer les esprits à l'idée de la révolte contre les impositions des gouvernements.

Mais il ne faudrait pas s'habituer à considérer la guerre comme une condition nécessaire, ou même utile, pour une insurrection populaire.

D'abord, la guerre, commencée ou simplement attendue, c'est la pire conjoncture qu'on puisse imaginer pour faire une insurrection triomphante. Les préjugés et les passions nationalistes, les antipathies, sinon les haines de race, malheureusement encore très vivantes dans l'âme profonde des peuples, sont réveillées et surexcitées par la propagande de la grande presse et par tous les moyens de mensonge que possèdent les gouvernements et les classes dirigeantes. Les questions économiques et de politique intérieure passent au dernier plan, et les antagonismes de classes sont oubliés au nom d'une prétendue solidarité nationale, dont les dominateurs sont les seuls à profiter. Et les gouvernements peuvent se permettre des mesures de prévention et de répression, légales ou arbitraires, que l'opinion publique ne permettrait pas en temps ordinaires.

Cela est si bien senti par ceux-là mêmes qui se font une spécialité de prêcher l'insurrection en cas de guerre qu'ils se rabattent sur l'espoir de la défaite. Mais alors aussi les conditions seraient très défavorables, parce que l'insurrection risquerait d'être faite plus en vue de la revanche et contre les capitulards que pour changer de fond en comble l'organisation économique et politique de la société ; parce qu'on devrait faire l'insurrection en présence d'une armée étrangère victorieuse, qui ne manquerait pas d'aider à la répression les débris de l'armée nationale ; et parce qu'on aurait contre soi cette partie de la population qui serait favorable, ou du moins passive, dans d'autres circonstances, mais verrait une espèce de trahison dans l'insurrection devant « l'ennemi ».

Si la guerre pouvait être une bonne occasion pour s'insurger et tenter, avec probabilité de succès, la transformation sociale, les révolutionnaires, loin de tâcher de l'empêcher, devraient faire tout leur possible pour la faire éclater. Comme cela n'est pas, nous sommes contre la guerre ; ce qui n'empêche que si elle éclatait, on devra faire tout ce qu'on pourra pour en profiter, malgré les circonstances défavorables, dans l'intérêt de la révolution sociale.

Mais, et si la guerre ne vient pas, comme c'est d'ailleurs très probable ?

Nous ne pouvons pas dire, comme disait Hervé à Shoreditch Hall (peut-être pour des considérations pédagogiques en vue du public auquel il parlait) : « que les capitalistes nous laissent la paix, qu'ils arrangent leurs différends devant le Tribunal de La Haye, ou autrement nous ferons l'insurrection », comme si ce n'était pas clair que les capitalistes, avec la paix ou avec la guerre, finiront toujours par s'arranger, aux dépens des travailleurs.

Nous, nous ne menaçons pas de l'insurrection seulement pour empêcher la guerre ; nous voulons l'insurrection parce qu'elle nous paraît le moyen

indispensable pour en finir avec la misère et l'oppression, pour abattre la puissance économique et politique de la bourgeoisie, pour détruire l'Etat, pour réaliser l'expropriation et mettre à la disposition de tout le monde les moyens de production et de vie, et ouvrir ainsi la voie à la constitution d'un ordre social basé sur la liberté et le bien-être de tous et de chacun.

Il est donc plus intéressant de prêcher, et surtout de préparer, l'insurrection en cas de crises économiques (grèves, cherté de la vie, etc.), ou en cas de faits politiques (violence policière, luttes entre les partis bourgeois, etc.), ou, si l'on veut, à propos de botte, c'est-à-dire toutes les fois qu'on se sent la force de pouvoir la faire avec probabilité de succès.

Tant que dure la société présente, il y a toujours raison pour s'insurger. L'essentiel c'est d'acquérir la force pour le faire, de se mettre en condition de pouvoir profiter des circonstances favorables ou de les provoquer.

Pour qu'une insurrection ait lieu et triomphe, il faut que l'esprit de révolte soit développé au sein des masses, qu'il y ait une minorité suffisante qui conçoive et désire un meilleur ordre de choses, croie à sa possibilité et soit convaincu qu'on ne peut pas l'obtenir par les moyens pacifiques et légaux.

A cela doit servir la propagande, l'agitation ouvrière, la résistance de tous les jours, par tous les moyens possibles contre les patrons et contre les gouvernements. Mais il faut aussi une préparation matérielle, technique, pour qu'on soit en état d'opposer une résistance adéquate aux moyens de répression féroce que les gouvernements possèdent et ne se gênent pas d'employer. Et à cela doivent penser les révolutionnaires et surtout les anarchistes qui ne voient pas d'autre alternative que la force pour renverser un système, qui est basé sur la force et par la force, se soutient et se défend. Et ils doivent y penser d'avance, dès aujourd'hui, parce que ces choses-là ne s'improvisent pas au moment où l'on en a besoin.

Autrement, comme à présent, nous ne pourrions pas (c'est inutile de se faire des illusions) nous opposer efficacement à la guerre si les gouvernements se décidaient à la faire, parce que nous ne nous sommes pas préparés à temps, de la même façon nous serions impuissants à profiter de toute autre occasion qui se présentera.

E. MALATESTA.

A nos Amis

Nous n'avons pas à nous excuser de l'interruption momentanée de notre publication. Nos amis en connaissent les causes, les circonstances traversées, les représailles subies, la détention ou l'exil de ceux dont le dévouement avait assuré l'existence et le développement de notre œuvre.

Ce numéro de fortune se ressent des difficultés traversées, mais à partir du mois prochain, le mouvement anarchiste reprendra son format et son aspect habituels.

Au moment de rentrer dans la bataille, nous tenons à remercier toute la presse révolutionnaire de la précieuse solidarité qu'elle nous a unanimement témoignée au moment où nous étions l'objet des répressions juridico-policières. Nous tenons à remercier encore une fois l'Entente des Jeunesses Syndicalistes du noble geste de protestation pour lequel son secrétaire Parmelan a affronté la prison. Et nous disons merci à tous les amis qui nous ont apporté, à l'heure difficile, leur aide et leur appui.

Et maintenant, à tous ceux qui sentent la nécessité d'un organe anarchiste combatif indépendant, libre de toute attache à l'égard de toutes les sectes et de toutes les coteries, ceux dont notre allurée batailleuse et notre farouche indépendance nous ont valu les sympathies agissantes — car nous avons su mériter d'avoir des amis et des ennemis — à tous ceux-là de nous continuer leur concours dans la tâche que nous avons assumée.

La bataille continue. Vive l'anarchie !

La Crise du Syndicalisme

Depuis quelques temps, l'on parle beaucoup, dans la B. S., dans le *Réveil Anarchiste Ouvrier* et autres organes révolutionnaires de Crise du Syndicalisme.

Dans la première période de recrutement de la C. G. T., les militants étaient unanimes à préconiser l'action révolutionnaire.

Grâce à cette agitation qui secoua les centres ouvriers, le syndicalisme se fortifia considérablement.

Ces résultats auraient dus accentuer l'ardeur des militants, ce fut le contraire, ils la douchèrent.

Prenant prétexte des responsabilités qu'ils encourent maintenant que le syndicalisme groupe des centaines de mille d'adhérents, les trois quarts des pionniers refusent d'agir à la légère, dans l'intérêt, disent-ils, de l'organisation, et probablement de sa caisse.

Le cahier des revendications immédiates s'est modifié, et cependant elles sont toujours l'objet de toutes des discussions et de tous les efforts.

L'objectif final du syndicalisme est remis aux calendes grecques, on le voit pour les grands jours, dans les Congrès nationaux, qui, soit dit en passant, perdent de plus en plus de leur valeur et de leur importance. Le Congrès du Havre, avec les tergiversations de certains sur la question du militarisme, de l'antipatriotisme et des instituteurs, en est un exemple frappant.

Cette évolution d'adaptation s'affirmant au fur et à mesure que progresse le syndicalisme est significative. Elle indique une cause sérieuse de la crise.

Quoi qu'en disent les docteurs, elle marque un revirement, une hésitation qui créent la gêne dont souffre le mouvement ouvrier.

La valeur du syndicalisme réside dans l'agitation quotidienne des groupements.

Les grèves et actions défensives, ou agressives, revêtant un caractère de solidarité, ont toujours pour effet, quels que soient les résultats, de bouleverser les individus, et de les inciter à l'activité, à la bataille.

Certes, de doctes camarades prétendent aujourd'hui que cette action n'en vaut pas la chandelle, et qu'elle sacrifie souvent les réalisations à un verbiage révolutionnaire sonore, mais creux.

Leur prétendu réalisme-opportunisme nous laisse sans admiration, nous pensons qu'il tuerait toute vitalité et toute énergie, alors qu'elles sont plus que jamais nécessaires au mouvement ouvrier. Au moins autant qu'eux nous sommes partisans de conquérir sur le régime capitaliste tous les avantages possibles, d'augmenter notre liberté et d'améliorer nos conditions de travail et de vie.

Cette raison est, du reste, le facteur qui stimule les travailleurs, et les pousse au syndicat.

Nous avons à tenir compte des puissantes organisations patronales, nous sommes dans l'obligation, si nous voulons faire triompher nos revendications, de les faire capituler.

Examinons nos moyens d'action.

Pour lutter avantageusement contre le patronat organisé, qui a avec lui toutes les forces coercitives de la société, il faut agir rapidement, audacieusement, et énergiquement.

Le syndicat ouvrier a ses moyens d'action. Dès l'instant qu'il groupe les travailleurs dans le but de défense et de conquête, il les invite donc à faire eux-mêmes leurs affaires.

Ce qui est juste pour l'élaboration des revendications, l'est aussi pour la réalisation effective.

L'action directe est l'action propre des travailleurs organisés, exercée directement contre l'adversaire. Elle comporte en elle la violence irrésistible qui terrasse celui qu'elle atteint. Elle se manifeste dans les conflits économiques sous des aspects différents.

Exemple : Une délégation des dockers grévistes de Cette obtient la

signature des revendications en braquant le revolver sous le nez de la délégation patronale.

En 1905, les mineurs en fer de Neuves-Maisons-Chavigny (Meurthe-et-Moselle), terminent victorieusement leur grève en faisant sauter la ligne de chemin de fer sur laquelle circulait un train transportant le minerai de la mine aux hauts fourneaux.

Les employés de commerce de certain magasin, à Paris, imposent le repos hebdomadaire en brisant les devantures.

Dans le bâtiment, où tous les aspects de l'action directe se sont affirmés, les résultats immédiats sont tangibles, et cependant un autre aspect d'action directe est sur le point d'être employé par suite de la situation économique de l'industrie. Pour réduire leurs heures de travail, pour abolir le marchandage, les gars du bâtiment frapperont le patronat à la caisse.

Dorénavant, ils vont exécuter soigneusement leur travail, ils répareront souvent leur outillage, ils se refuseront d'utiliser de mauvais matériaux et de faire de la malfaçon.

Si cette tactique est employée dans tous les chantiers de construction, dans tous les travaux, la production diminuera considérablement et le patronat cédera.

Dans d'autres cas, l'action directe s'affirmera sous forme de manifestation, rossant mouchards, gendarmes et renégats, et quelquefois détruisant la somptueuse demeure du maître.

Faute d'avoir recouru à l'action directe, que de grèves importantes ont été brisées. Si les cheminots, les mineurs et les ouvriers du textile de Flers avaient employé cette violence, ils seraient sortis victorieux.

Moins que jamais le patronat sera vaincu par la grève, calme et longue, et ce n'est pas par les grosses caisses syndicales que les travailleurs viendront à bout de la résistance patronale et de ses millions. L'action défensive et offensive doit être rapide et violente, les conflits ne doivent pas s'éterniser. Ne réussissent généralement que ceux qui sont courts, pour les raisons indiquées plus haut.

Quand les travailleurs ont pratiqué, pour les réalités, cette gymnastique révolutionnaire, ils prennent conscience de leur force, et sont tous prédisposés à comprendre la valeur de la propagande antimilitariste et antipatriote.

Aisément, ils saisissent le rôle malfaisant du régime capitaliste avec tous ses rouages, police, prisons, magistrature, armée, Etat.

Ils comprennent mieux une fois qu'ils sont habitués à faire leurs propres affaires ! Que les maux dont ils souffrent sont inhérents au capitalisme, et qu'il faut, pour les détruire, tuer le régime et son soutien : l'Etat.

C'est alors que s'affirme la supériorité de notre action.

Inciter les individus à conquérir le maximum de liberté, de joies, de bonheur en régime capitaliste, sans leur laisser perdre de vue l'objectif final du syndicalisme : l'abolition du salariat.

La grève générale possède une valeur destructive, elle est la conséquence des puissantes organisations capitalistes.

Les grèves partielles sont des préparations de la grève générale, elles sont cependant impuissantes à briser le régime capitaliste, solidement assis.

Il faut la grève générale avec tous ses aspects d'action directe, pour détruire le régime et ses moyens de coercitions.

La grève générale découlera forcément des grèves partielles.

C'est précisément parce que nous aurons à faire à de formidables organisations patronales, disposant sans réserve de toutes les forces répressives de l'Etat, que nous aboutirons à une crise où toute transaction deviendra impossible. Il faudra ou être écrasés par les capitalistes, ou être brisés par leur armée, leur police, leur magistrature, ou bien, au contraire, par un emploi heureux de la violence, du sabotage, de l'action révolutionnaire sous toutes ses formes, mettre hors d'état de nuire les moyens d'oppression et d'extermination dont prétendaient user nos exploités.

La grève générale révolutionnaire, c'est la conséquence, l'aboutissant logique de tous nos mouvements partiels, elle est le but qu'il ne faut jamais perdre de vue dans les détails les plus terre à terre de notre activité.

Il nous faut avant tout rechercher, favoriser, propager les méthodes qui lui donneront les plus grandes certitudes de victoire.

S'il y a, comme on le dit, une crise du syndicalisme, c'est parce que l'on a trop perdu de vue l'objectif final.

De là une trop grande facilité à tout sacrifier à la seule extension du recrutement, de là le découragement exagéré provoqué par quels succès partiels.

Nous ne sommes pas de ceux qui veulent ignorer les difficultés et les obstacles, nous pensons qu'il faut les voir et les comprendre, non pour en faire un prétexte aux lassitudes, mais, au contraire, pour en déduire la nécessité d'une action plus virile et plus énergique que jamais.

C'est dans ce sens que, selon moi, les anarchistes syndicalistes doivent s'efforcer d'orienter la C. G. T.

Socialistes et francs-maçons s'efforcent, à l'heure actuelle, d'exercer sur les groupements ouvriers la plus fâcheuse et la plus déprimante influence.

Nous avons quelque peu le droit de contre-balancer l'action de ces derniers et des modérés adaptés.

Il nous appartient de le faire.

Œuvrons énergiquement dans les syndicats, affirmons-y sans restrictions notre idéal, faisons-y prévaloir et employer nos méthodes de lutte, seules capables de résoudre les problèmes que soulèvent les circonstances nouvelles.

Et, d'autre part, fortifions de tout notre concours notre presse anarchiste, les groupements, notre Fédération, qui a déjà donné des preuves d'audace et d'initiative, car les anarchistes peuvent et doivent, par leurs journaux, par leur organisation, exercer une pression puissante sur le syndicalisme et le préserver des périls où le conduiraient les sectes et les partis politiques.

De même que, grâce à leur groupement d'hommes d'action, ils pourront apporter dans les grands conflits que nous avons à prévoir le concours le plus puissant et le plus efficace.

Telle donc me paraît être la solution logique de cette crise du syndicalisme, que je ne songe pas à nier et sans doute sera salutaire : un développement plus ardent du syndicalisme d'action directe, et de l'anarchisme révolutionnaire, deux termes que je ne veux pas séparer, parce que je n'y vois que deux expressions d'une même action et d'une même pensée.

J. BOUDOUX.

La F. M. et l'Affaire Bintz

Nous n'avons rien à retrancher. Tous les faits que nous avons expliqués dans nos numéros 2, 3, 4 et 5 sont rigoureusement exacts. Nul ni rien ne les a infirmés.

Tous nos griefs et notre colère étaient causés parce qu'on avait abandonné un révolté à la Franc-Maçonnerie. Nous avons expliqué comment et pourquoi.

Et notre joie était grande quand, le mois dernier, nous avons vu chacun reprendre la défense de Bintz.

Ici, nous ne faisons pas de la polémique sur le dos de ceux qui sont au bain. Nous avons, dès le début (nous qui, seuls dans toute la presse, avons pris l'affaire en mains sans y être invités), été écartés par Janvion, du Comité Bintz. Nous n'avons rien dit pour ne pas porter tort au prisonnier, nous avons continué à soutenir le Comité Bintz.

Nous avons agi pour le mieux en faisant de pressantes démarches

auprès de nos amis se trouvant dans la région où Bintz est incarcéré.

La Franc-Maçonnerie l'a finalement emporté contre la solidarité due à un camarade. On a sacrifié Bintz à la raison d'Etat maçonnique.

Modeste révolté, tu as cru pouvoir compter sur tes frères dans ta lutte contre la puissante arrogance d'un soudard galonné et franc-maçon. Tes frères t'ont lâché.

Malheur à toi, petit pioupiou révolutionnaire, si tu mérites la haine d'un soudard franc-maçon comme Rognonj ou Pan-Lacroix !

K...

Du bluff, toujours du bluff...

Elle a, dans toutes les questions qui peuvent intéresser la vie nationale et internationale, une indépendance absolue. Etant soutenue et contrôlée par les forces du P.S.U. et de la classe ouvrière, elle est affranchie de toutes les influences occultes, ou influences d'affaires. — (L'Humanité, lundi 27 janvier 1913.)

En flânant, dernièrement, j'étais attiré par une grande et imposante affiche, représentant une scène du roman de Pouget, Nico.

Mais où mon étonnement devint sans bornes ce fut en lisant le titre du journal et, en dessous : « Pourquoi il faut une presse indépendante ».

Vraiment, je ne pus contenir mon hilarité devant tant de cynisme, en me rappelant les origines plutôt Rothschildiennes de ce journal, dévoilées dans la G. S. de 1910 par Delaisi, pendant la grève des cheminots, et en me souvenant que cette grève, pourtant formidable, fut escamotée par les pontifes du P. S. U., grâce à des influences occultes.

Après ces réflexions, je doutais de l'indépendance du quotidien « socialiste ». Néanmoins, désirant avant tout juger avec impartialité, je me décidais à en acheter quelques numéros. Je vous assure que je n'ai pas perdu mon temps, car j'ai été fixé aussitôt, en concluant que l'organe du P. S. U. ne peut être considéré comme indépendant.

En effet, peut-on se dire indépendant lorsqu'on a des attaches financières avec les Grands Magasins : Louvre, Samaritaine, Dufayel, etc., ou avec les grands fabricants d'alcool comme : Byrrh, Dubonnef ou Karcher (ce dernier boycotté par le Syndicat de l'Alimentation pour ses produits frelatés). J'arrête ici l'énumération qui est suffisamment édifiante pour le sujet qui nous intéresse.

Un journal ne peut se dire indépendant et prendre vraiment la défense de la classe ouvrière, dans les conflits entre exploités et exploités, lorsqu'il est tenu à certaines réserves imposées par ses contrats de publicité.

**

Qu'on en finisse avec cette presse d'affaires avant tout, et qu'on ne vienne pas nous chanter que l'Humanité a trouvé, en six mois, l'argent nécessaire pour son agrandissement, soit 200.000 francs, fournis exclusivement par la classe ouvrière.

Peu nous importe d'où sort cet argent ; mais nous pouvons dire sans crainte d'être démentis que le prolétariat, à part quelques privilégiés, n'est pas, à lui seul, auteur d'un effort aussi puissant pour un organe qui est, d'ailleurs, suffisamment alimenté par le P. S. U. d'une part, et qui n'est point affranchi des influences occultes et des influences d'affaires par ses annonces.

Vraiment, le journal de Jaurès se différencie de si peu de ses congénères de la presse bourgeoise qu'il ne tardera pas longtemps à tomber à leur même niveau de corruption.

LE FLANEUR.

RUMEURS ET POTINS

La Républiques en deuil.

Chacun sait, et s'il ne le sait pas il le sent, que notre République d'assassins est basée sur la police. Pas de police, pas de République. Or la police est basée sur les mouchards, la trahison. « J'en ai dans tous les milieux », disait Lépine à Jaurès, d'un air menaçant et pour lui signifier qu'il ne devait pas faire de « rouspétance ».

C'est pour cela que la presse s'est tant occupée du sieur Ducret. Et c'est pour cela que les grands journaux ont annoncé l'heure exacte des funérailles de ce soutien de la société et de la République, qui a été (quoi qu'en ait dit les fripouilles du journalisme bourgeois et les imbéciles du journalisme ouvrier), proprement exécuté.

Mais, en vérité, je me demande pourquoi on n'a pas fait de funérailles nationales à ce héros, à Ducret, victime du devoir. Voyons et les discours ministériels sur la tombe de la victime ?

Décidément, citoyens, c'est la fin de tout si ceux qui ont le dépôt sacré des grands principes républicains se relâchent à ce point et négligent leurs plus sacrés devoirs.

Antimorphinomanie.

En plein boulevard, une personne s'exclame-t-elle : « Oh ! le pauvre ! » Aussitôt tous ceux qui l'ont entendue de pousser la même exclamation sans savoir de quoi il s'agit.

Au Japon, un soudard se suicide : aussitôt la grande presse bourgeoise chante ses louanges et verse des larmes, mais la petite presse dite avancée suit le fil et fait les mêmes inémeries.

De jeunes crevés fils à papa, s'amuse à se piquer à la morphine, ce qui les achève de crever. Aussitôt la presse demande qu'on ne vende plus de morphine à ses dégénérés, et la presse d'avant-garde fait chorus.

Comment donc, mais plus il en crevera mieux ça vaudra. Si j'étais sûr que le commerce marche, et bien tant pis, je risque le ballon, je me mets marchand de morphine !

Les enfants turbulents.

Ils avaient institué des « Jeunesses Syndicalistes » qui devaient être bien sages. Ce devait être d'abord leur principale qualité. Pas d'histoires, surtout pas d'histoires. Pas de complications inutiles. Le prolétariat en marche triomphale vers son émancipation ne doit pas avoir d'à-coup.

Ces jeunesses, ça devait être simplement des pépinières de militants, dont les organisations ouvrières ont tant besoin. « On demande un militant modèle » ? mais il devra, au préalable, savoir par cœur le catéchisme du parfait militant ».

Et on avait invité les jeunes à étudier gravement de graves problèmes corporatifs comme « l'évolution de l'ameublement au quatrième siècle avant Jésus-Christ ». Si on avait continué, nous allions ouvrir une souscription pour offrir à chaque étudiant militant un crâne chauve et poli, et une grande barbe blanche, car, vraiment, on ne pouvait pas aborder de si graves problèmes avec une tête échevelée, des yeux rieurs et un menton imberbe.

Mais voilà qu'une fois de plus la nature et la passion ont déjoué les calculs subtils et profonds des « hautes lumières ».

Il y avait des risques de guerre. Bravement, les jeunes se sont jetés dans la mêlée et ont donné de la voix, prêts à donner de l'épaule.

Ah ! mes amis ! Ce fut un beau vacarme ! Comment, nous avons travaillé des mois et des mois, au sujet de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme, afin d'établir de subtils distinguos et des statistiques savantes, destinées à contenter tout le monde et surtout à n'effaroucher personne, et voilà que ces turbulentes et compromettantes jeunesses vien-